

# LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Etc.

EDITEURS

Compagnie de Publications des Marchands Détailliers de  
Canada, Limitée.

Téléphone Est 1185.

MONTREAL.

Echange reliant tous les services:

ABONNEMENT: Montréal et Banlieue, \$2.50 } PAR AN.  
Canada et Etats-Unis, 2.00 }  
Union Postale, - Fra. 20.00 }

Bureau de Montréal: 80 rue St-Denis.

Bureau de Toronto: Edifice Crown Life, J. S. Robertson & Co., représentants.

Bureau de New-York: Tribune Bldg., William D. Ward, représentant

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins d'une année.  
A moins d'avis contraire par écrit, adressé directement  
à nos bureaux, 15 jours au moins avant la date d'expiration  
l'abonnement est continué de plein droit.

Toute année commencée est due en entier.

L'abonnement ne cesse pas tant que les arriérés ne sont  
pas payés.

Tout chèque pour paiement d'abonnement doit être fait  
payable "au pair à Montréal."

Chèques, mandats, bons de poste doivent être faits payable  
à l'ordre de "Le Prix Courant".

Prière d'adresser les lettres, etc., simplement comme suit:

"LE PRIX COURANT", Montréal.

Fondé en 1887.

LE PRIX COURANT, Vendredi, 29 Janvier 1915.

Vol. XLVIII—No 5.

## LE CHOMAGE AU CANADA

Le chômage est un problème fort compliqué. Plus on l'étudie, plus il s'enchevêtre, semble-t-il. Lorsque pour les besoins d'une étude détaillée nous essayons d'en isoler les éléments variés, nous trouvons qu'en dépit de nos efforts, ils glissent simplement dans d'autres. Nous essayons d'établir une chaîne de causes et d'effets et nous nous trouvons tournant dans un cercle vicieux où tout s'embrouille rapidement et où les effets deviennent des causes pour redevenir ensuite des effets. Et c'est là ce qui multiplie les difficultés de résolution du problème.

En ceci, comme en beaucoup d'autres problèmes sociaux, on se trouve confronté dès le début par les différences marquées qui se manifestent entre le Nouveau et l'Ancien Monde. De l'autre côté, les conditions sont plus ou moins coordonnées et stables, le gouvernement est centralisé et les réformes administratives une fois décidées peuvent être mises en pratique rapidement et avec succès. Ici, les conditions sont plus ou moins dans le chaos et à l'état de changements continus; l'individualisme est en évidence et les organisations gouvernementales sont sujettes à subir les influences diverses et à se laisser corrompre.

Au demeurant, il se peut que l'importance du problème soit de beaucoup exagérée. A défaut de statistiques canadiennes, voyons celles concernant les Etats-Unis et où les conditions doivent être, semble-t-il, similaires à celles de notre ville.

Le recensement des Etats-Unis pour 1900 montrait que 6,468,954 travailleurs, soit près de vingt-cinq pour cent de tous ceux engagés dans des occupations salariées avaient été privés d'emploi pendant un certain laps de temps au cours de l'année. Sur ce nombre, 3,177,753 perdirent de un à trois mois chacun, ce qui représente sur la base de \$10 par semaine, une perte de salaire de \$200,000,000 approximativement. En outre, 2,554,925 perdirent de quatre à six mois d'ouvrage chacun, ce qui représente une perte approximative de \$500,000,000; enfin, 736,285 perdirent de sept à douze mois de travail chacun, ce qui équivalait à une perte de salaire d'environ \$300,000,000. Au cours de l'année, il fut donc perdu à peu près \$1,000,000,000 de salaires par défaut de travail.

En 1901, le Ministère fédéral du Travail faisait une enquête sur 24,402 familles de la classe ouvrière dans 33 états et trouvait que 12,154 chefs de famille avaient été sans emploi pendant une période moyenne de 9.43 semaines durant l'année. Le Département du Travail de l'Etat de New-York reçut des rapports chaque mois pendant les dix années de 1901 à 1911 et provenant des travailleurs organisés se chiffrent en moyenne à 99,069 par mois et trouva que le nombre de sans-travail s'élevait chaque mois à 14,146 ou 18.1 pour cent.

Le défaut d'emploi a sans aucun doute pris un mouvement plus intense encore par suite des conditions anormales présentes, mais on ne devrait pas oublier que c'est un problème industriel aussi vaste que le monde et revenant périodiquement. La véritable question n'est pas le nombre des sans-travail, mais la cause de manque de travail.

Avec une population ne s'élevant qu'à sept millions d'habitants, nous avons vu entrer au Canada en une seule année près de 400,000 personnes. Le changement de pays, qui est toujours un essai délicat, a été rendu encore plus difficile dans le cas qui nous occupe, par le fait que beaucoup des émigrants sont des paysans européens, peu familiers avec notre langue et nos manières de vivre et beaucoup sont des anglais nés à la ville sans expérience des choses de la terre. Notre politique d'immigration a été désespérément insuffisante pour mener à bien une entreprise aussi sérieuse. L'individualisme, dans notre pays a commis des excès. Un groupe comparativement petit a obtenu le contrôle de nos ressources naturelles, de nos industries, du mécanisme de transport et de commerce et même du gouvernement lui-même. L'affluence rapide d'argent au pays a encouragé les entreprises spéculatives plutôt que celles productives. La combinaison de ces influences et autres causes a conduit à un rapide déplacement de la population des districts ruraux, aux villes qui se sont trouvées par le fait prendre rapidement des proportions remarquables. Mais, à présent que ce courant a amené des conditions instables et désorganisées dans les affaires, il s'en est produit une dépression très apparente et il en résultera inévitablement beaucoup de misère dans l'avenir.

Que devrait-on faire? Les bourses de travail seront un



# TANGLEFOOT



LE DESTRUCTEUR DE MOUCHES, SANS POISON

46 cas d'empoisonnement d'enfants par le papier à mouches empoisonné furent signalés dans 15 Etats, de juillet à novembre 1914